

ASSEMBLEE NATIONALE

Quatrième législature



BURKINA FASO

DISCOURS DE SON EXCELLENCE

**MONSIEUR ROCH MARC CHRISTIAN KABORE, PRESIDENT DE
L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'OUVERTURE DE LA DEUXIEME
SESSION PARLEMENTAIRE ORDINAIRE DE L'ANNEE 2008 DE
L'ASSEMBLEE NATIONALE**

Ouagadougou, le 24 septembre 2008

Excellence Monsieur le Premier Ministre, chef du Gouvernement

Monsieur le Président du Conseil constitutionnel

Mesdames et Monsieur les Présidents d'institution

Excellence Monsieur Saye Zerbo, Ancien chef d'Etat du Burkina

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement

**Monsieur le Ministre nigérien chargé des relations avec les
institutions**

**Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et chefs de
mission diplomatique**

**Mesdames et Messieurs les représentants des organisations
internationales et inter africaines**

Honorables députés

Distinguées personnalités

Mesdames et Messieurs

Après des vacances méritées, les députés entament aujourd'hui la rentrée parlementaire, consacrant par la même occasion l'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'année en cours, conformément à l'article 87 de la Constitution.

En souhaitant donc une bonne rentrée aux élus, je me dois de vous dire les regrets de mes homologues Présidents d'Assemblée nationale du Congo, d'Ethiopie et du Burundi qui, invités, n'ont pas pu faire le déplacement de Ouagadougou, pour des raisons de calendrier parlementaire.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

Suivant une tradition à présent solidement ancrée dans les rapports entre l'Exécutif et le Législatif, le gouvernement a déposé dans les délais constitutionnels, sur le bureau de l'Assemblée, le projet de loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2009.

C'est le lieu pour moi, d'adresser mes félicitations et mes encouragements au Premier ministre et à l'ensemble de son équipe qui permettent ainsi à la Commission des Finances et du Budget de mieux préparer le Parlement à assurer des débats budgétaires de grande qualité et de haute responsabilité.

Je m'en voudrais de ne pas saisir cette occasion pour réitérer mes vives et chaleureuses félicitations au Premier ministre et à la nouvelle équipe gouvernementale mise en place depuis le 3 septembre courant.

Je voudrais, en votre nom à toutes et à tous, **Mesdames et Messieurs les députés**, saluer la nomination au gouvernement de notre collègue Toussaint Abel Coulibaly, et lui souhaiter beaucoup de réussite dans ses fonctions de ministre délégué, chargé des collectivités territoriales.

Comme vous le savez, le projet de budget constitue le plat de résistance de la présente session. Il va sans dire que d'autres textes, et non des moindres, contribuent à meubler l'agenda de cette session budgétaire.

En effet, l'ordre du jour qui vient d'être approuvé par la plénière, annonce entre autres, l'examen de vingt deux projets de loi dont :

- Le projet de loi de ratification de l'ordonnance portant prorogation à six mois de la suspension du droit de douane et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de produits de grande consommation ;

- Le projet de loi de ratification de l'ordonnance portant prorogation du délai d'application des mesures spéciales sur la vie chère ;

- Trois projets de ratification d'ordonnances, portant ratification d'accords de prêt pour le financement partiel du projet de construction du barrage et du programme de développement intégré de la vallée de Samendéni, conclus respectivement avec la Banque d'investissement et de développement (BIDC) de la CEDEAO, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ;

- Le projet de loi portant réglementation bancaire ;

- Le projet de loi portant autorisation de ratification du Traité de l'UMOA ;

- Le projet de ratification de l'Accord de création de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) ;

- Le projet de loi instituant le prélèvement sur les billets d'avion ;

- Deux projets de ratification d'ordonnances pour le financement de la fourniture et la pose d'équipements solaires photovoltaïques dans 50 localités du Burkina Faso et le financement du projet d'appui au secteur de l'éducation, conclus respectivement avec le Royaume d'Espagne et l'Association internationale de développement (IDA).

De nombreuses questions au Gouvernement sont également au menu de cette session.

Ainsi que je l'annonçais le 2 juin dernier, à la clôture de la session ordinaire écoulée, le Bureau de l'Assemblée nationale a examiné les rapports des quatre commissions ad hoc créées le 26 mars de cette année, de même que les rapports respectifs de la Commission de l'Emploi, des Affaires sociales et culturelles sur la crise universitaire et de la Commission des Finances et du Budget sur l'état d'exécution des budgets de l'Etat, gestion 2007 au 31 décembre 2007 et gestion 2008 au 30 juin 2008.

Les nombreuses auditions qui ont été organisées et conduites par chacune de ces commissions témoignent de l'intérêt du Parlement pour toutes les questions d'intérêt national qui préoccupent nos laborieuses populations.

Le Parlement se doit d'être le passage obligé pour des discussions fécondes et constructives autour de ce type de questions sensibles.

Il s'agit pour les députés, dans le respect de la Constitution, de tenir leur rôle, de l'assumer et de renforcer constamment leur crédibilité aux yeux de leurs mandants.

Les travaux de toutes ces commissions, pour la plupart, ont fait l'objet de conférences de presse animées par les commissaires eux-mêmes, et les rapports ont été rendus publics, obéissant ainsi à un souci de transparence pour une gouvernance parlementaire de plus en plus établie dans notre pays.

Les propositions de loi issues de ces commissions ont été introduites dans la procédure législative et les suggestions et recommandations transmises au gouvernement.

L'occasion doit être à nouveau saisie, au nom du Bureau de l'Assemblée nationale et à mon nom personnel, pour réitérer nos félicitations et remerciements à chacun des membres de ces commissions, dont le sens des responsabilités et la disponibilité ont été unanimement salués.

Il convient de noter que ces opérations de contrôle des administrations publiques, ainsi que les concertations du Parlement avec les organisations de la société civile et les forces vives du pays, contribuent également à favoriser le dialogue social indispensable à la consolidation de la paix et de la démocratie.

Durant l'inter session, les commissions générales chargées d'assurer l'information du Parlement, ont effectué des missions, des auditions et des visites de terrain.

Pour en revenir à la crise universitaire, j'aimerais ici, au nom de la Représentation nationale, appeler tous les acteurs à un sens élevé de la responsabilité.

C'est pourquoi, je voudrais inviter le Gouvernement et exhorter l'administration de l'Université à poursuivre son engagement résolu pour une meilleure gestion qui associe la frange la plus large des partenaires.

Je souhaite en particulier que les efforts actuels soient poursuivis, afin de mettre en œuvre de manière diligente, les mesures destinées à améliorer les conditions de vie et d'étude sur les campus universitaires.

Je salue l'action de tous, gouvernement, administration universitaire, syndicats et associations d'enseignants et d'étudiants, pour la réouverture réussie du campus de Ouagadougou depuis le 1^{er} septembre.

J'invite tous les acteurs et partenaires à persévérer dans cet esprit d'ouverture, de responsabilité et de dialogue, pour sauver l'année académique 2007-2008 et pour réussir avec plus de brio chacune des années à venir.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

Le 14 juillet dernier à Washington, le Président du Faso assistait à la signature de la convention entre le Burkina Faso et les Etats-Unis à travers le Millenium Challenge Corporation. Au terme de cette convention, les Etas-Unis accordent à notre pays une subvention de 480,9 millions de dollars, soit plus de 204 milliards de F CFA, destinés à des projets dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité foncière, des transports et de l'éducation des filles.

Je souhaite que cet appui améliore les performances du Burkina Faso dans les secteurs concernés grâce à l'engagement déterminé de tous les acteurs sur le terrain.

Depuis le 20 septembre, le chef de l'Etat a entamé un séjour riche et très chargé à New York, au siège des Nations Unies pour présider une rencontre de haut niveau du Conseil de sécurité sur le thème « Médiations et règlement des conflits » et pour prendre la parole devant la 63^{ème} Assemblée générale des Nations Unies.

A cette tribune, il ne manquera pas de donner en partage au reste du monde, la vision du Burkina Faso sur la marche des affaires internationales et sa volonté de contribuer à bâtir un monde de paix, plus sûr et plus solidaire.

Il convient de noter que depuis son élection comme membre non permanent du Conseil de sécurité, le Burkina Faso en assure la présidence mensuelle en ce mois de septembre.

La nomination de notre compatriote Djibril Y. Bassolet, en qualité de Représentant conjoint ONU-Union africaine au Darfour est incontestablement le fruit de l'intense activité diplomatique du Président Blaise Compaoré au service de la paix et de la sécurité en Afrique et dans le monde, actions méritoires qui font la fierté de notre peuple.

Il vous souviendra d'ailleurs que Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a effectué une visite officielle au Burkina le 22 avril dernier pour, entre autres, saluer la contribution très appréciée de notre pays aux efforts de paix.

Le 28 juillet dernier, à l'occasion de sa visite officielle au Burkina Faso, Son Excellence Monsieur Laurent Koudou GBAGBO, Président de la République sœur de Côte d'Ivoire, a été invité à

livrer une adresse dans cet hémicycle. Il a notamment déclaré qu'il est venu annoncer la fin de la guerre dans son pays.

En se réjouissant de cette situation, le peuple burkinabè souhaite plein succès au processus de sortie de crise dont le point d'orgue demeure la tenue d'une élection présidentielle libre et transparente dans les mois à venir.

Le 4 septembre courant, conformément aux dispositions des articles 96 de la Constitution et 79 du Règlement de l'Assemblée, le Bureau a pris connaissance du rapport de la Commission ad hoc chargée de l'examen de la demande de levée de l'immunité d'un parlementaire.

En rappel, c'est par lettre du 13 février 2008 que le ministre de la Justice, Garde des sceaux, transmettait au président de l'Assemblée nationale, la requête du Procureur du Faso près le Tribunal de Grande instance de Ouagadougou, aux fins de la levée de l'immunité parlementaire d'un député.

L'Assemblée nationale ayant été saisie de cette requête alors qu'elle était en session, une Commission ad hoc de 15 députés désignés à la représentation proportionnelle par les groupes parlementaires a été créée conformément au Règlement de l'Assemblée et installée officiellement le 10 juin 2008. Elle a déposé son rapport d'avis le 23 juin, après la clôture de la session ordinaire.

En application du Règlement de l'Assemblée, le Bureau a statué sur cet avis et n'a pas accédé à la requête du Procureur du Faso. Cependant, il a autorisé le député à répondre aux sollicitations du Parquet, en vue d'établir la réalité des faits allégués.

Au regard des insuffisances constatées à l'article 79 du Règlement de l'Assemblée par la Commission ad hoc, sur la procédure, les conditions et les conséquences de la levée de l'immunité parlementaire d'un député, celle-ci a recommandé la relecture des dispositions y afférentes pour plus de clarté et de précision. Le Bureau prendra les mesures pour donner une suite à cette recommandation.

C'est le lieu pour moi de rappeler que les immunités parlementaires que sont l'inviolabilité et l'irresponsabilité ont un caractère objectif, en ce sens qu'il s'agit de protections

fonctionnelles et personnelles instituées, non dans l'intérêt du parlementaire, mais dans celui du mandat qu'il détient du peuple.

En droit, l'immunité parlementaire est une mesure d'ordre public, une garantie qui n'a pas été créée pour le député mais pour l'Assemblée toute entière.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

Le Parlement a pris part, durant l'inter session de juin à septembre, à de nombreuses activités au plan international et a abrité des rencontres délocalisées de Parlements communautaires. Permettez-moi de n'en citer que quelques unes.

Ainsi, du 2 au 7 juillet, j'ai conduit la délégation parlementaire burkinabè à la réunion du Bureau et à la XXIVe session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie tenues à Québec.

Du 18 au 19 août, s'est tenue ici à Ouagadougou, la réunion de la Commission permanente des affaires monétaires et financières du Parlement Panafricain.

Du 27 au 29 août, les députés membres des commissions permanentes du Parlement Panafricain ont participé aux réunions de leur commission à Midrand, en Afrique du Sud. Il s'agit notamment de :

- La commission permanente de l'égalité en genre, de la famille, de la jeunesse et des personnes handicapées ;
- La commission permanente de la coopération, des relations internationales et du règlement des conflits ;
- La commission santé du travail et des affaires sociales ;
- La commission des affaires financières et monétaires.

Du 27 au 28 août, à l'initiative de la Commission Santé et services sociaux du Parlement de la CEDEAO, une caravane de parlementaires ouest africains, partie de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso et de Sikasso au Mali, a fait jonction à Koloko, localité frontalière entre les deux pays. Il s'agissait pour les parlementaires de marquer leur engagement, par une campagne de sensibilisation et de plaider, contre la pandémie du SIDA et la tuberculose.

Du 26 au 30 août, une délégation de fonctionnaires parlementaires conduite par le Secrétaire général par intérim a pris part à Cotonou, à l'assemblée générale annuelle du Réseau africain des personnels des parlements (RAPP).

Du 8 au 11 septembre, le Parlement a participé à la XIIIe Session de l'Assemblée parlementaire ACP et aux réunions intersessions de l'Assemblée parlementaire ACP-UE, à Bruxelles.

Le 15 septembre courant, sur recommandation de l'Union interparlementaire, l'Assemblée nationale a organisé la Journée internationale de la démocratie, instituée par l'Assemblée générale des Nations unies en 2007.

Ce fut une excellente occasion pour intéresser la jeunesse et le public à l'impérieuse nécessité, pour nos États et nos Parlements, fruits de la démocratie représentative, de mesurer les enjeux de ce système et d'œuvrer à sa constante amélioration.

Après le succès de la première édition de cette journée, je souhaite que les prochaines éditions connaissent une forte implication des groupes parlementaires, des commissions générales et des organisations de la société civile.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

Je me dois de saluer tous les groupes parlementaires dont la régularité dans la tenue des journées parlementaires témoigne de la volonté de jouer leur rôle pour un travail législatif de qualité.

Cette session budgétaire 2008 s'ouvre à un moment où la campagne agricole, très prometteuse cette année, augure de bonnes récoltes pour nos braves paysans. Au nom de la Représentation nationale, je tiens à saluer leur ardeur au travail. Je note que leur dévouement répond parfaitement au souhaits et recommandations du Gouvernement et des plus hautes autorités de l'Etat, d'intensifier et de diversifier la production nationale pour apporter, dans le domaine agricole, une réponse appropriée au phénomène de la vie chère.

Tout en soutenant fortement nos paysans, l'Etat devrait veiller, plus que par le passé, à jouer sa partition et à apporter tout l'appui indispensable au secteur privé, pour assurer la valorisation, la transformation et la commercialisation du fruit du labeur de nos vaillants producteurs et productrices.

En effet, l'accroissement de la productivité de notre agriculture devra être le levier du développement économique et social harmonieux de notre pays.

Excellence Monsieur le Premier Ministre

Distinguées personnalités

Honorables députés

Mesdames et Messieurs

Ces derniers mois, des voix s'élèvent par moments, pour demander des réformes politiques et institutionnelles. Je voudrais être rassurant, en soulignant ici que le Parlement est attentif à ce qui se dit ou s'écrit. Il joue déjà sa partition, dans le concert des institutions républicaines, pour l'amélioration continue des règles et de la pratique démocratiques sous la IVème République.

S'agissant des propositions de loi introduites dans la procédure législative, après leur délibération en Conseil des ministres, ces textes reviendront à l'Assemblée nationale pour examen et adoption.

Dans une démarche respectueuse de la Constitution et des institutions établies par elle, les commissions compétentes du Parlement pour les réformes politiques et institutionnelles procéderont aux auditions indispensables, dans le but d'adopter des

textes qui, à défaut d'un large consensus, bénéficieraient d'une majorité suffisante et significative de la volonté populaire incarnée par le pouvoir législatif.

Vous aurez noté avec moi, qu'à l'instar de leurs frères dans les autres parties du monde, les musulmans du Burkina Faso entament la dernière ligne droite du mois sacré du Ramadan. En votre nom à toutes et à tous, je leur réitère mes vœux de réussite. Je souhaite que les bénédictions et les récompenses divines du mois se répandent également sur l'ensemble de la communauté nationale.

Je n'oublie pas les Etalons, qualifiés pour la phase des éliminatoires jumelées Coupe d'Afrique des Nations -Coupe du monde 2010. Je souhaite qu'ils reçoivent le soutien indéfectible de tous pour continuer à entretenir les espoirs du Burkina Faso à la CAN et à la Coupe du monde.

En souhaitant plein succès à nos travaux, je déclare ouverte, la seconde session parlementaire ordinaire de l'année 2008.

Je vous remercie.